

Libéralisme Moderne : de Smith à Marx, Résurgence et Dissimulation du Capitalisme

Hermann KOUI

Doctorant en philosophie politique et sociale
Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire
hermannkou@gmail.com

Résumé :

Le monde gagné par l'économie (qui dicte sa loi) marque le triomphe de la pensée libérale : c'est ce qui revient de façon récurrente dans la littérature économique consommée par un large public. La pensée économique d'Adam Smith est celle à laquelle allusion est faite lorsqu'on veut parler du libéralisme de ce siècle. Cet auteur est présenté comme défenseur de la non-intervention de l'État et d'un marché autorégulé. Cependant, à la lumière de sa philosophie et de celle des principes fondamentaux du libéralisme avec ces pères fondateurs, nous découvrons que le système d'organisation de la société actuelle correspond plutôt au capitalisme dont la critique traverse toute la philosophie de Marx. Les grands principes de l'économie moderne laissent percevoir la résurgence d'un capitalisme qui n'ose pas dire son nom. Qu'il soit appelé néolibéralisme, ultralibéralisme ou libéralisme, le système actuel est capitaliste et non libéral ; c'est le dévoiement de la pensée de Smith qui n'est pas apologue du marché libre. Cela relève de l'analyse et non d'une supposition.

Mots-clés : Capitalisme-Économie-Impôt-Libéralisme-Néolibéralisme-Politique-Travail

Abstract :

The global dominance of the economy, and the dictates it imposes, is often hailed as the ultimate triumph of liberal thought, a narrative frequently echoed in mainstream economic literature. Adam Smith is routinely invoked as the quintessential figurehead of this era's liberalism, portrayed as the staunch defender of State non-intervention and the self-regulating market. However, a closer examination of Smith's broader philosophy and the foundational tenets of early liberalism suggests that our current societal structure aligns more closely with the capitalism that remains the central target of Marxist critique. The core principles of the modern economy reveal the resurgence of a capitalism that avoids its own name. Whether labelled neoliberalism, ultra-liberalism, or simply liberalism, the contemporary system is essentially capitalist rather than liberal. This represents a fundamental distortion of Smith's thought, as he was by no means an uncritical apologist for the free market. This distinction is a matter of rigorous analysis, not mere conjecture.

Introduction

Depuis le siècle des Lumières, contre la théocratie et l'absolutisme, des penseurs comme John Locke, Montesquieu, Kant, ont manifesté leur volonté de soustraire l'homme de la domination de ces pouvoirs totalitaires afin de le rendre maître de sa propre personne, c'est-à-dire un individu libre et autonome. À cette doctrine opposée à l'émiettement de l'humain, ces penseurs attribuent le concept de libéralisme, une doctrine qui revendique la liberté sociale et politique de l'individu. Il s'agira avec les libéraux de nier la transcendance du pouvoir politique au profit de la doctrine de l'immanence.

Dans cette même perspective, Adam Smith qui situe l'économie au rang des libertés de l'individu estime qu'il était anormal que l'activité économique des individus, libres par essence, soit assujettie à un régime totalitaire. Ce sera l'émergence du libéralisme économique à partir des idéaux politiques du libéralisme. Sans ambiguïté, la pensée économique libérale de l'auteur de *La Richesse des nations* prend appui sur les revendications politiques de la doctrine libérale. Le libéralisme de Smith émerge à un moment où « le système mercantile affirme l'identité des intérêts de la classe marchande et des manufacturiers (...) et l'intérêt commun » (Daniel Diatkine, 2019, p. 14). Ergo, Smith élabore sa philosophie comme une critique du système mercantile. Et « c'est à l'occasion de cette attaque contre le système mercantile que Smith découvre le capitalisme » (Daniel Diatkine, 2019, p. 18). Le mercantilisme donc se présente comme l'ancêtre du capitalisme.

Aujourd'hui, les discours politiques et économiques tournent autour du concept de « libéralisme du marché libre » dans un monde qui serait devenu hautement libéral. Et ce, depuis la chute du mur de Berlin en novembre 1989 suivie de la dislocation de l'URSS en décembre 1991, deux évènements qui marquent la chute du communisme. Pour de nombreux économistes, philosophes, historiens et même sociologues, depuis ce temps notre société évolue sous les

couleurs du libéralisme de ses pères fondateurs dont Locke, Montesquieu, mais surtout Smith dont la théorie du marché reste déterminante. Toutefois, quand nous poussons la réflexion au sujet de l'organisation actuelle de la société et son orientation, nous découvrons les réalités abyssales de la critique marxienne du capitalisme. À partir de cet instant, nous posons la question de savoir si nous sommes vraiment dans le libéralisme à la lumière de la pensée libérale de Smith, de la critique marxienne du capitalisme, des grands principes de l'économie actuelle et du mode de fonctionnement de notre société.

L'objectif de cet article est de montrer l'écart doctrinal et pratique entre le système dominant actuel et la pensée libérale d'Adam Smith. En termes simples, il s'agit de montrer que le système actuel est profondément capitaliste et antilibéral. Le néolibéralisme, comme le nomme les spécialistes de la pensée économique n'est qu'une dissimulation du capitalisme, une imposture capitaliste. De ce fait, employer le concept « libéralisme » pour désigner le système contemporain est soit une duperie, soit un abus de langage. Dans cette perspective, nous passerons par la distinction entre libéralisme et capitalisme de par leurs principes pour montrer en quoi le libéralisme actuel est une dissimulation du capitalisme. Pour atteindre ces objectifs, nous mobiliserons trois méthodes : la méthode historique, la méthode comparative et la méthode analytique et critique.

I- Les principes fondamentaux du libéralisme

Tout arbre ne tient que par ses racines. Tout édifice repose sur un soubassement. De même, toute doctrine, qu'elle soit politique, économique, philosophique ou religieuse, repose sur des règles qui la déterminent. Indéniablement, un système ne vaut que par ses principes. En tant que système d'organisation politico-économique, libéralisme et capitalisme reposent sur des principes distincts.

Le concept « libéralisme » est formulé même à partir de son principe fondamental, la notion de « liberté ». Le libéralisme s'est constitué à partir d'une revendication de libertés. Francisco Vergara (2002, p. 16) dira à ce sujet que « la spécificité du libéralisme (...) est

qu'il revendique non pas une ou deux libertés supplémentaires au sein du système existant, mais un éventail assez large de libertés reliées entre elles au sein du nouveau système ». L'auteur montre ici en quoi, le libéralisme gravite autour de la notion de liberté à partir de son histoire. Bernard Quiriny (2022, p. 1-2) dit à juste titre que « le libéralisme est une famille politique (...) où sont regroupés des auteurs (...) dont le seul point commun est l'attachement à la liberté ». L'histoire du libéralisme est celle de la bataille contre toute doctrine avilissante, autoritaire, absolutiste, et de toute forme immuable. Claude Simon (2016, p. 17) corrobore cette idée :

Si le terme de libéralisme est apparu pour la première fois en 1816 (Maine de Biran), ses sources sont, en réalité, antérieures. On peut en situer les origines au XVIII^e siècle, également appelé siècle des Lumières. À très grands traits, cette période se caractérise par des penseurs qui veulent libérer l'individu de la tutelle d'un monarque absolu ou de Dieu. Il ne s'agit pas de nier celui-ci mais de restaurer le rôle de la raison et donc la maîtrise de l'homme sur lui-même, laquelle lui confère une responsabilité dans sa relation aux autres: c'est d'abord la dimension morale. Celle-ci n'émane plus de Dieu mais de l'homme lui-même. Kant (1724-1804), le grand philosophe allemand, définit bien cela dans la première phrase de son opuscule, *Qu'est-ce que les Lumières ?* : « Les Lumières, c'est la sortie de l'homme hors de l'état de tutelle dont il est lui-même responsable. L'état de tutelle est l'incapacité de se servir de son entendement sans la conduite d'un autre. ».

Le libéralisme revendique les libertés politiques, syndicales, associatives, religieuses, économiques avec Smith. Il se positionne de ce fait comme une doctrine de défense des droits de l'homme qualifié justement de « droit naturel ». Pour les libéraux,

la doctrine des droits de l'homme stipule que tous les hommes naissent libre et égaux, exactement avec les mêmes droits naturels ; elle stipule également qu'on ne peut jamais être privée d'un droit naturel ; il s'ensuit

que pendant toute la durée de leur vie, les hommes ont des droits égaux et toute loi ou contrat qui instaure une inégalité entre les droits sont nuls. (Francisco Vergara, 2002, p. 135).

C'est au regard de cet axiome que Condorcet dans ses *Réflexions sur l'esclavage des nègres* va rejeter l'esclavage des enfants nés en captivité, c'est-à-dire les enfants issus de parents assujettis à l'esclavage. Pour lui, ce raisonnement analogique consistant à affirmer que « de même que le fruit de l'arbre appartient au propriétaire de l'arbre, de même, l'enfant appartient au propriétaire de sa mère » (Francisco Vergara, 2002, p. 44). Condorcet (2009, p. 72) conclura contre les esclavagistes qu'« il n'y a donc aucun cas où l'esclavage, même volontaire, puisse n'être contraire au droit naturel » est invalide et sans fondement juridique. La libre détermination de l'individu est une valeur chère aux libéraux. Eu égard à cela, ils insistent sur le caractère crucial des droits naturels que Kant définit comme ce « qui n'est pas statuaire, c'est-à-dire ce que la raison de tout homme peut concevoir a priori » (Emmanuel Kant, 2018, p. 178). De liaison, on ne peut parler de société libérale que là où les droits de l'homme sont respectés et les libertés n'ont pas une existence purement conceptuelle. On pourrait supposer alors qu'une société est libérale lorsque la démocratie devient l'une de ses matrices essentielles.

Il y a une corrélation entre libéralisme et démocratie. Le libéralisme suppose la démocratie. Cela signifie qu'il n'y aurait pas de valeur libérale sans un régime démocratique et réciproquement. Norberto Bobbio (2007, p. 111) le souligne véritablement : « il est peu probable qu'un État non libéral puisse assurer le fonctionnement correct de la démocratie, et il est peu probable qu'un État non démocratique soit en mesure de garantir les libertés fondamentales ». Démocratie et libéralisme sont de ce fait deux faces d'une même médaille. La condition du libéralisme, c'est qu'il y ait un État démocratique qui, selon Smith, n'est pas à l'avantage des marchands. L'un des arguments de Smith contre le « système mercantile », ancêtre du capitalisme, est son caractère « injuste » qui réside dans sa « partialité » (Daniel Diatkine, 2019, p. 16). En effet, l'État

démocratique qui doit donner sens aux idéaux libéraux se constitue à une condition. Il se matérialise si et seulement s'il est un État de droit, un État respectueux des principes de séparation des pouvoirs, des principes du droit, mais surtout respectueux des droits de l'homme. Ces critères rapprochent la figure de l'État honnête de Smith à travers l'exigence de l'éthique dans la gestion.

Avec Smith, le libéralisme repose sur des préceptes économiques et politiques indéniables. Selon la conception smithienne, le libéralisme (économique) s'articule essentiellement autour de la valeur du travail, la monnaie, le principe de concurrence et la lutte contre les positions dominantes.

Avant tout, professeur de philosophe morale, Smith est influencé par les idées d'Aristote et même par celles des physiocrates sur la valeur du travail et de la monnaie. Pour lui, « le produit du travail » appartient « tout entier au travailleur » au premier stade du développement de la société. Au travers de cette pensée, Smith introduisait indirectement la question de la propriété. Cela dit, tout individu qui s'approprie par son travail un objet en devient propriétaire légitime et légal. Cette thèse était déjà admise chez John Locke (1992, p. 39) qui affirmait que

si les terres ont été à l'origine donné par Dieu en commun à tous les hommes, il faut bien pourtant qu'il existe un moyen de se les approprier pour que les biens qu'elles produisent soient utiles à l'individu déterminé. Chaque individu, dans l'état de nature est propriétaire de sa propre personne. Le travail de son corps et le produit du travail de ses mains sont donc à lui.

À entendre Locke, le créateur a donné la terre en commun à tous les humains pour qu'il s'en servent pour la survie de l'espèce. Ainsi, le produit de son travail revient à l'individu libre. Le disant, Locke réaffirme que le travail est le prix primitif de toute richesse personnelle. En conséquence, Smith (liv. I, 2020, p. 103) conclut à l'inviolabilité de la propriété au sens du fruit du travail personnel : « la

plus sacrée et la plus inviolable de toutes les propriétés est celle de son travail parce qu'elle est la source de toutes autres propriétés ».

C'est ce qui amène Smith à insister sur le caractère fondamental du travail. En effet, dans certains passages de *La Richesse des nations*, le philosophe clame que cette description du travail est relative au « premier état informe de la société, qui précède l'accumulation du capital » (A. Smith, 2020, liv. I, p. 47). Cela porte à croire qu'au stade avancé de la société, le capital accumulé ce serait substitué au travail pour devenir fondement essentiel de toute chose. Et que, par conséquent, le travail serait devenu une marchandise dont le salaire versé à l'ouvrier en serait le prix. Que nenni! Pour Smith, même au stade développé de la société, le travail conserve sa valeur, son statut et son rang. Il demeure la valeur capitale. Plus ouvertement, Smith (liv. I, 2020, p. 37) le dira en ces termes: « le travail, ne variant jamais dans sa valeur est la mesure réelle et définitive qui puisse servir tous les temps et tous les lieux (...) il est le prix réel, l'argent n'est que le prix nominal ». La valeur du travail est tout simplement capital, il « est la seule mesure universelle, tout aussi bien que la seule exacte, des valeurs » (A. Smith, 2020, liv. I, p. 39). L'idée trouve écho chez Hume qui « pense qu'il est possible d'inférer le droit de propriété à partir d'un travail particulier » (Daniel Diaktine, 2019, p. 66). Dit autrement, l'activité laborieuse d'un individu constitue le socle légitime de son appropriation d'un bien. Le travail particulier est le principe justificatif de l'appropriation qui donne le droit de possession à un sujet.

C'est pourquoi, contrairement à ce que pensent ou ce que penseraient certains, le travail n'a pas de prix puisqu'il est lui-même le prix initial de toute richesse. C'est justement pourquoi « il n'est pas possible de déterminer exactement nulle part le prix du travail » (A. Smith, 2020, liv. I, p. 71). S'il n'est pas possible de déterminer le prix du travail, cela suppose que Karl Polanyi (2009, p. 107-108), critique de la pensée économique classique, ne se trompe pas lorsqu'il soutient que « le travail, la terre (...) ne sont évidemment pas des marchandises ». Alors, il serait utopique de penser que le salaire versé à l'ouvrier constitue une rémunération exacte du travail. Car, ce avec quoi le travail est supposé payé procède lui-même du travail. À cet

effet, « il faut donc en général, nous contenter de ces prix, non pas comme étant toujours exactement » le prix du travail, « mais » comme une « approximation » recommande Adam Smith (2020, liv. I, p. 40).

Par ailleurs, Adam Smith a une pensée très éthique du marché. Il entend un marché éthique et raisonnable ayant en vue le bien-être ou l'épanouissement des membres de la communauté. Le marché smithien n'est pas un espace d'anarchie morale et de recherche égoïste, mais au contraire il repose sur les principes moraux et sociaux rationnels. C'est justement pour cette raison que l'éthique smithienne du marché est la remise en cause méthodique du profit. Dans cette perspective, Smith (2020, liv. I, p. 50) clame « qu'il faut que les profits soient en certaine proportion avec le capital ». Le philosophe est formel sur la question, pas de profit à l'extrême. Pour lui, il est tout à fait normal que l'individu qui emploie son capital en tire un bénéfice. Mais ce profit ne doit pas être supérieur au capital engagé. En fait, « il (Smith) est plus dur des mauvais effets des hauts profits que de ceux des hauts salaires, montrant du doigt les marchands et maîtres manufacturiers » qui « gardent le silence sur les conséquences fâcheuses de leur propre gain » (V. Charolles, 2013, p. 340). Smith n'a en réalité rien contre les hauts salaires. En effet, l'évolution des salaires ne peut être que favorablement accueillie. Ce que récuse Smith, c'est « la recherche de profit maximal dans un minimum de temps court » (J. Ziegler, 2002, p. 10). Smith soutiendra dans cette perspective que même si l'impôt est imposé sur les biens de consommation, cela ne doit pas être un alibi pour augmenter les prix de ces produits consommables ni diminuer les salaires. C'est ce qui transparaît dans ces lignes : « l'accroissement des impôts sur les biens de consommation engendrera une diminution des profits et un départ des capitaux » (V. Charolles, 2013, p. 258). Dans les fait, l'élévation du taux d'impôt doit répercuter sur le profit et la logique accumulative, jamais sur les salaires et le coût de la vie. Pour cela, Smith ne laisse pas l'occasion aux marchands de fixer les prix par rapport au « taux de profit » qu'ils se proposent de garantir. Le « taux de profit » étant fixé par la législation. Ce qui règle le prix du marché, c'est le rapport entre « la demande effective » et la quantité du produit sur le marché. Ce qui est généralement désigné sous le concept de « loi de l'offre et de la demande ».

Ce qui est fondamental chez Smith, c'est la « loi de la concurrence ». Pour lui, si le profit devait être en excès, la concurrence sera un frein et entraînera la baisse du prix de marché. C'est pourquoi Valérie Charolles(2013, p. 338) peut ainsi dire :

d'Adam Smith à John Stuart Mill en passant par David Ricardo, les théoriciens libéraux classiques donnent à l'économie l'équilibre pour horizon. Avec la concurrence comme moteur, le développement de l'économie de marché n'est pas ainsi sensé abouti à l'accumulation de richesse du côté du capital, mais au contraire à la baisse tendancielle du profit, voire à leur annulation.

Pour Charolles, les classiques avaient la vision d'une économie modérée ayant en vue l'équilibre du marché et la stabilité sociale. Ce qui était nécessaire pour eux c'était l'éthique et la morale dans le domaine économique, mais surtout la justice sociale qui s'exprime dans la condamnation du profit et l'imposition de la « concurrence, moteur » principal du libéralisme. Pour eux, l'économie est la conséquence de la liberté politique, elle doit toujours être dans ses proportions. La loi de la concurrence est le véritable levier de commande et le moteur du libéralisme smithien. De cette loi découle la jouissance sociale, l'épanouissement des travailleurs et la baisse du profit.

La concurrence, prônée par Smith, apparaît comme une arme de défense contre les positions acquises et la recherche égoïste et effrénée du profit. Le principe de concurrence implique les notions d'égalité de privilège, de droit à l'égalité des droits et de privilèges accordés en vue d'une compétition économique entre plusieurs personnes, groupes de personnes ou entreprises dans un même secteur d'activité. Le souci de Smith est bien moins la marche de l'économie. Il est axé sur le bien-être social car, pour lui, la finalité de l'économie n'est pas économique mais sociale et humaine. Avec la concurrence, l'objectif est de faire en sorte que les marchands ne surévaluent leurs produits sur les marchés pour s'enrichissent sur le dos des populations.

Car, selon Smith (2020, liv. I, p. 122), « le monopole est un grand ennemi d'une bonne gestion ». Par conséquent, il faut éviter la monopolisation du marché par une firme. En fait, Smith (liv. I, 2020, p. 58) est très craintif du monopole :

un monopole accordé à un individu ou à une compagnie commerçante a le même effet qu'un secret dans un genre de commerce ou de fabrication. Les monopoleurs, en tenant le marché constamment mal approvisionné et en ne répondant jamais pleinement à la demande effective, vendent leurs marchandises au-dessus *du prix naturel* ; et que leurs bénéfices consistent soit en salaire soit en profit, ils les font monter beaucoup au-delà du *taux naturel*.

Dans ce passage Smith formule formellement pourquoi le monopole n'est pas libéral et en quoi la concurrence est une nécessité. Avoir le monopole, s'apparente à tenir le domaine secret et exclusivement fermé aux autres, la conséquence est lourde. Le domaine étant rentable à cause du taux élevé de demandeurs effectifs, l'entreprise monopoliste va jouer certainement sur le taux du profit, connaissant la règle. Elle n'ignore pas que lorsque le marché est peu ou mal approvisionné, c'est-à-dire si la quantité de produits disponibles sur le marché est inférieure à la demande, les prix auront tendance à augmenter. Donc, il n'est pas question pour Smith de laisser ces tenants du profit imposer « le prix de monopole (qui) est, à tous les moments le plus haut qu'il soit possible » (A. Smith, 2020, liv. I, p. 58). La concurrence entre entreprises va permettre « à la fois de maintenir l'ordre public et de favoriser l'émergence de vrais principes moraux, du droit positif et d'interjection à l'action fondée sur la « placidité et la modération ». » (J-D. Boyer, 2011). Le concept d'ordre public dans ce contexte peut être interprété comme le retour au taux légal garanti et celui du droit positif renverrait à l'affirmation du politique dans sa juste dimension. C'est autour de ces principes que gravite la doctrine libérale.

Les principes du libéralisme étant appréhendé, il convient maintenant de nous intéresser aux principes qui fondent le capitalisme tel que constitué et vu par Marx.

II-Des principes du capitalisme chez Marx

Le concept « capitalisme » se situe dans le temps. En effet, « Marx situe clairement son apparition au XVI^e siècle et son essor à la fin du XVIII^e quand une série de révolutions technologiques et la mécanisation du travail ont commencé à enrichir considérablement une nouvelle couche de population : la bourgeoisie » (Jean Ziegler, 2018, p. 13). En effet, au Moyen-Âge, la bourgeoisie montante contestait le pouvoir et la domination féodale. Selon cette frange de population, le système des seigneurs féodaux ne répondait plus aux normes et aux besoins de la société ; d'où l'urgence de le renverser.

Comme classe révolutionnaire, la bourgeoisie renversa la féodalité avec son système à travers une série de révolutions, et prit les rênes de la société. Marx (2010, p. 19) dira que le système capitaliste s'est constitué « sur les ruines de la société féodale ». Aidée par la révolution industrielle au XVIII^e siècle, elle va accroître son système basé sur la propriété privée des moyens de production, la recherche du profit et l'accumulation du capital pour donner naissance au capitalisme. Il faut dire aussi que « le capitalisme a débuté sous forme commerciale, avant de se constituer sous sa forme industrielle » (R. Gonnard, 2007, p. 52). Il a été un système économique tenu par les commerçants dans le but de promouvoir l'échange, le commerce, et ainsi maximiser des profits hors normes. On parlera de « capitalisme marchand », entendu dans *La Richesse des nations* sous le concept « mercantilisme ».

Cette domination marchande n'allait pas se faire sans une certaine modification des structures sociales et des liens sociaux. Les capitalistes chercheront d'abord à s'approprier l'organe politique et organisateur de la société afin d'imposer leur vision comme la nouvelle norme à même de réguler la société. Et, cette vision était celle du profit accumulé, la maximisation toujours continue de la richesse dans les mains des possédants, puis le développement du salariat. C'est pourquoi, Lucien Febvre (2021, p. 287) dira que « l'apparition,

au cours du XIV^e siècle, d'un capitalisme marchand (...) s'accompagne de l'apparition d'une morale nouvelle, d'une morale du profit ». Subséquemment, le capitalisme apparaît comme la conséquence de la dislocation, voire de la liquidation du système féodal sous la férule de la bourgeoisie. Système économique dès l'entame, le capitalisme finit par transmettre aux institutions politiques et sociales un caractère capitaliste. Cependant, quel sens revêt concrètement ce concept de ses origines à son extension ?

Le capitalisme vient de « capital ». Le mot « capital » apparaît autour du XII^e siècle pour désigner une somme ou une « quantité d'argent à fructifier » révèle Fernand Braudel dans *La dynamique du capitalisme*. L'étymologie latine « *caput* » (tête) ou « *capitalis* » (qui concerne la tête) renvoie aux idées de Braudel. Plus tard, à partir du XVII^e siècle le mot capitaliste apparaît sous les plumes de la *Hollendische Mercurius*, un journal allemand, pour désigner « la personne qui possède le capital » (F. Braudel, 2018, p. 34). Jean Ziegler en fait également cas. Il reprend presque les idées de Braudel en faisant une description assez précise des termes qui composent le concept. Selon le sociologue et philosophe suisse,

« capitalisme » vient du mot latin *caput*, qui signifie « la tête » ; à l'origine, sur le plan économique, cela désigne la tête de bétail. Le mot « capital » qui en dérive surgit aux XII^e- XIII^e siècles dans le sens de fonds, d'avance, de masse d'argent à faire fructifier. « Capitaliste » arrive beaucoup plus tard, au XVII^e siècle, pour désigner le détenteur de richesses, puis l'entrepreneur, celui qui engage une masse d'argent dans le processus de production. Dès le XVIII^e siècle, il se rapporte couramment à toute personne qui possède des richesses (Jean Ziegler, 2018, p. 10).

Ces idées globalement exprimées par Ziegler seront explicitées plus loin avec Marx.

Concrètement, le système capitaliste c'est réellement affirmé à partir du XVIII^e siècle lorsque la féodalité a été renversée par la

bourgeoisie dans une période marquée par la naissance de grandes industries, la montée de l'impérialisme monopoliste, et avec elle la constitution d'une bande de chômeurs, l'« armée industrielle de réserve » selon le vocabulaire marxien (Marx, 2010, p. 13) . Ce changement systémique, voire doctrinal aura de profondes conséquences allant du "nihilisme" au sens nietzschéen du terme jusqu'à l'émergence du commerce international. Le capitalisme serait donc ainsi aux origines de la globalisation et la mondialisation. Car, selon le philosophe du *Capital*, « la grande industrie crée le marché mondial (...). Le marché mondial a donné un immense développement au commerce, à la navigation et au commerce terrestre » (Karl Marx, 2010, p. 13).

Par ailleurs, il faut dire que l'industrie s'étant développée, la grande difficulté était maintenant de trouver des débouchés pour assurer l'écoulement la production afin d'éviter les crises de surproduction. Aussi était-il nécessaire de trouver des bras valides et des matières premières pour alimenter les industries. La traite de l'homme (noir en particulier), l'esclavage, la colonisation et toutes autres formes brutales et inhumaines seront utilisés à ces fins. Loin d'une extrapolation, c'est un fait. Et, Montesquieu (2009, p. 197) disait sans honte que « les peuples d'Europe ayant exterminé ceux de l'Amérique ont dû mettre en esclavage ceux de l'Afrique pour s'en servir à défricher tant de terre. Le sucre serait trop cher, si l'on ne faisait pas travailler la plante qui le produit par les esclaves ». En effet, les esclaves ont servi à accroître la production industrielle et à améliorer la productivité pendant que les terres d'Amérique, arrachées aux populations, servaient de zone d'extension des activités capitalistes. Marx mentionnera cela dans le *Capital* :

L'histoire moderne du capital date de la création du (...) régime colonial (qui) assurait des débouchés aux manufactures naissantes, dont la facilité d'accumulation redoubla, grâce au monopole du marché colonial. Les trésors directement extorqués hors de l'Europe par le travail forcé des indigènes réduits en esclavage, par la concussion, le pillage et le meurtre,

refluaient à la mère patrie pour y fonctionner comme capital (Karl Marx, 2008, p. 1208).

Tel qu'entendu, le régime colonial a servi de levier à la constitution du capital moderne. Placé sous l'angle smithien, nous pouvons comprendre que capitalisme et moral sont antinomiques ou du moins le capitalisme a sa morale qui n'est pas la morale humaniste. C'est d'ailleurs une thèse défendue par Comte-Sponville (2004, p.79) : « le capitalisme est-il moral ? », ma réponse est donc : Non. Mais il faut bien le préciser (je ne dis pas nuancer) : le capitalisme n'est pas moral ; il n'est pas non plus immoral ; il est totalement et radicalement *amoral* ». En d'autres termes, le capitalisme fait fi de la morale et même de l'idée morale dans son développement.

En outre, le terme « capitalisme » apparaît sous la plume de divers auteurs avec une intention critique, rarement avec une connotation positive. Marx et Engels parlaient d'« économie bourgeoise » au XVIII^e siècle, le XIX^e parlait d'économie de marché. Aussi, le concept va apparaître chez l'économiste et sociologue allemand Max Weber et son adversaire idéologique, l'historien et sociologue allemand Werner Sombart (1843-1941) réfléchissant sur le système de production. La pensée de Sombart s'inscrit dans une perspective proche de la conception marxienne. Sombart définit le capitalisme selon le principe d'acquisition de profit sans fin. Pour lui, « tout ce qui manifeste un quelconque effort d'enrichissement, que ce soit par la conquête militaire, par l'expropriation politique, par le vol ou l'escroquerie, est désigné par le vocable capitalisme » (Freddy Raphael, 1988, p. 91). Cette thèse se trouve développée dans ses ouvrages *Capitalisme moderne* et *Les Juifs et la vie économique*.

Toute doctrine comme tout système de pensée repose sur une idéologie concrète qui coordonne et motive ses actions. L'idéologie est alors un ensemble de dogmes qui fondent nos systèmes économique, politique et même nos valeurs morales. En un mot, l'idéologie est la logique idéale qui détermine et conduit notre vision du monde. Elle amène à appréhender les rapports sociaux à travers les lunettes idéologiques de notre système. Selon Hannah Arendt, l'idéologie c'est la logique d'une idée. Elle peut dégénérer en

idéomanie au sens de l'obsession d'une idée. Le capitalisme en tant que doctrine, en tant que système repose sur une idéologie et un certain nombre de principes déterminants.

Le capitalisme est une doctrine dont la logique déterminante reste l'accumulation du capital à travers la maximisation du profit, un profit toujours supérieur au taux normal. Il repose fondamentalement sur l'idée que le capital constitue la base de la richesse et représente même la richesse. Il est la force motrice de la société. Et par conséquent, l'économie, vue comme la science de la richesse par ces tenants, est la science sur laquelle repose l'organisation de la société. En un mot, l'économie constitue le pouvoir central autour duquel doit graviter tout autre pouvoir. Pour cela, il faut créer davantage la richesse en mettant en jeu le capital productif, travailler ce capital ensuite par l'achat des marchandises, l'Homme y compris ; revendre celles-ci et créer du surplus. Le capitalisme repose d'abord sur le capital financier. Le capital c'est d'abord de la monnaie, l'argent. La monnaie devient capital lorsqu'il est avancé pour acquérir une marchandise à une fin commerciale en vue d'en tirer encore de l'argent. C'est l'accumulation de ce surplus qui forme le capital. Marx décrit ce processus de la manière suivante en distinguant deux formes de circulation :

La forme immédiate de la circulation est M-A-M, transformation de la marchandise en argent et retransformation de l'argent en marchandise, vendre pour acheter. Mais à côté de cette forme, nous trouvons (...) la forme A-M-A, transformation de l'argent en marchandise et retransformation de la marchandise en argent, acheter pour vendre. Tout argent qui dans son mouvement décrit ce dernier cercle se transforme en capital, devient capital et est déjà par destination capital. (Karl Marx, 2008, p. 186).

Pour que le capital s'accroisse, il faut que « le capitaliste ait déjà réussi à vendre la marchandise et retransformer en capital la plus grande partie de l'argent ainsi obtenu » (Karl Marx, 2008, p. 842). D'où le « fétichisme » de la marchandise. Ce qui est ici pris comme

marchandise, dans le sens marxien, c'est aussi le travail de l'ouvrier. Car, le surtravail est source de la plus-value. Marx ne dit-il pas que « le capital vient au monde en suant le sang et la boue par tous les pores » ? (Karl Marx, 2008, p. 1208).

Par ailleurs, la propriété privée des moyens de production est un principe du capitalisme. Le capitalisme n'existe que lorsque les moyens de production sont aux mains d'un individu ou d'une minorité de personnes avec désir ardent d'éterniser ce contrôle. Marx ne nous enseigne-t-il pas que les rapports de propriété conditionnent l'existence du capitalisme ? Cela veut dire que la propriété privée est le cœur du système. Ziegler (2018, p. 21 et 23) l'appelle « la valeur centrale » et « la source initiale d'un capitalisme monstrueux ». Car c'est d'elle que dérive l'égoïsme et le désir du profit, un autre principe fondamental.

Le profit est un fondement essentiel du système. On serait même tenté de dire avec Marx et Régis Debray qu'il est l'épine dorsale de ce système. L'économiste britannique David Harvey (2014, p. 37) martèle bien que « la caractéristique centrale du capitalisme est la circulation et l'accumulation du capital dans le but du profit ». En effet, c'est par l'intermédiaire du profit qu'il y a croissance du capital. Le profit est de ce fait la condition du capital toujours croissant. C'est du profit que dérive l'opposition des classes, la lutte des classes et même les guerres qui minent notre planète.

Le capitalisme n'existe sans « antagonisme de classes » ou sans générer de guerres. L'existence du capitalisme va de pair avec l'existence des conflits dans la mesure où la société capitaliste englobe en elle des classes d'intérêts opposés. La divergence des intérêts est une cause réelle de crise. Pour que le capitalisme puisse exister, il faudrait qu'il y ait une classe exploiteuse et une classe radicalement exploitée. Cela se voit dans le monde contemporain avec ces nombreuses guerres depuis le triomphe du bloc capitalisme. Mais, ce système ne se limite pas à cet aspect. Il va plus loin en générant des crises afin d'en tirer du profit pour accroître le capital. Dans cette perspective, Jean Jaurès (2014) affirme que « le capitalisme porte en lui la guerre ». Plus loin, l'auteur affirme que « cette guerre politique, économique et sociale des classes entre elles (...) suscitera les guerres

armées ». Il est rejoint par Robert Broyer qui liant la pandémie à coronavirus au règne du système capitaliste reprend l'interrogation de Michel Freitag : « la seule question qui reste incertaine est celle de savoir si le capitalisme va disparaître avec le monde qu'il a détruit, ou s'il rentrera en crise avant que ses conséquences ne soient devenues irréversibles » (Robert Broyer, 2020, p. 48). Au regard de tout ceci, pouvons-nous qualifier de libéral le système qui gouverne le monde actuel ?

II-Libéralisme moderne, résurgence et dissimulation du capitalisme

Capitalisme et libéralisme sont deux concepts aux genèses différentes. En effet, libéralisme et capitalisme diffèrent en théorie et en principe l'un de l'autre. Cependant, en son application actuelle, le libéralisme est devenu le nouveau nom du capitalisme. Il s'est mué dans la praxis en capitalisme. Toutefois, les adeptes du capitalisme le présentent à la conscience collective par une sorte de « ruse » comme l'application des principes du libéralisme politique dans le domaine économique. Pour comprendre cela, nous allons, à partir des principes de ces deux doctrines, mettre en lumière les lignes de démarcation. Il en existe plusieurs mais ici, nous nous limiterons aux points saillants à savoir : la valeur du travail, l'intervention de l'État, la politique de la concurrence, et l'impôt.

Le système dans lequel nous évoluons prend le libéralisme à contre-sens quand nous dépassons le cadre théorique pour tenter d'analyser la pratique. Lorsque Smith théorise le libéralisme économique, comme Aristote, il accorde une primauté au travail et le tient même comme le principe fondamental de son système. Le travail est pour Smith la « source » de toute richesse, « la monnaie première » avec laquelle toute « richesse » a été « antérieurement acheté ». C'est d'ailleurs pourquoi, dans une œuvre où Smith cherche à déceler *La nature et les causes de la richesse des nations*, il consacre le premier livre à démontrer avec élégance la nature et la fonction du travail. « Source de toute richesse, pour le fondateur du libéralisme, le travail est a priori la référence cardinale sur lequel » doit « reposer » le « système libéral » (Valérie Charolles, 2006, p. 14). Mais à l'évidence, ce n'est pas sur cette base que fonctionne notre "libéralisme". Dans

« les règles qui font fonctionner l'économie » actuelle, écrit Valérie Charolles (2006, p. 14) « le travail n'est pas une valeur ». Dans « les règles comptables des entreprises » telles qu'édifiées, lesquelles règles « fixent ce qui est une perte et ce qui est un profit pour les entreprises », « le travail » y est pris comme « une charge et non pas une richesse ». Le capital seul est considéré comme la valeur fondamentale autour de laquelle tout gravite. Le travail dans le système actuel n'est ni valeur et n'a ni valeur. C'est pourquoi « les travailleurs salariés sont comptabilisés comme une charge au compte des résultats des entreprises, mais ne viennent jamais augmenter la valeur de l'entreprise à son bilan » (Valérie Charolles, 2006, p. 33). Et « à y voir de près, la comptabilité n'est pas libérale ni inspirée des thèses libérales (...) la comptabilité des entreprises est profondément et de façon univoque capitaliste » (Valérie Charolles, 2006, p. 33-34). Or, nous savons que capitalisme vient du terme « capital » pour désigner une somme ou une « quantité d'argent à fructifier » selon Fernand Braudel. On peut donc dire clairement avec Valérie Charolles (2006, p. 14) que « notre système économique ne reconnaît qu'au capital la capacité de créer de la valeur. C'est en ce sens qu'on peut dire que notre pratique de l'économie est capitaliste et non pas libérale. Elle est même profondément antilibérale ».

Et, c'est cet antilibéralisme qui explique aujourd'hui la persistance de « cette folie du profit illimité » (Jean Ziegler, 2018, p. 61), l'accumulation du capital, le salariat et le principe d'hierarchisation. À partir d'une certaine somme d'argent engagée, on exploite la force de travail des ouvriers. Rappelons-nous la définition étymologique du terme « Capital ». De ce fait, le bourgeois fait non seulement du capital la source de ces richesses, mais aussi il se fait du profit qui n'est rien d'autre que le produit de la maximisation de la « plus-value », c'est-à-dire la valeur du surtravail de l'ouvrier. C'est cela la logique du capitalisme ; et c'est ce que nous vivons. Cet état de fait crée inévitablement une masse prolétarienne qui se paupérise davantage au profit d'une minorité devenant de plus en plus riche comme le démontre la composition de la société actuelle. Et, Karl Marx (2010, p. 27) avait déjà prévenu : « là où se développe la bourgeoisie se développe le prolétariat, la classe ouvrière ». Ce qui fait que le système appelé libéral fonctionne avec une opposition patente

des classes. Car, pendant que les possédants aspirent à accumuler le capital, et à faire croître les investissements, les ouvriers salariés aspirent à l'évolution des rapports de production et donc à l'amélioration de leurs conditions de vie. De cette opposition, la bourgeoisie profite pour s'arroger « la suprématie politique exclusive dans l'État représentatif » à partir de sa suprématie économique dit Marx (2010, p. 21). Il s'agit d'une forme de corruption des élites et des politiques dont l'une des conséquences majeures est le mutisme des politiques et la partialité des institutions sensées défendre l'intérêt général face aux injustices que subit une grande partie du peuple.

Le système actuel se fonde sur une expression utilisée par Adam Smith pour le tenir comme apologue du « marché libre », puis ennemi de l'intervention de l'État. Et cette fameuse expression c'est « *la main invisible* ». Avant tout, il faut dire que cette expression ne représente pas pour son auteur un théorème comme on veut nous le faire croire à travers la littérature économique constamment diffusée. En effet,

le premier constat est qu'Adam Smith n'a employé que trois fois l'expression « main invisible » dans l'ensemble de son œuvre publié qui rassemble un traité de philosophie morale, *Théorie des sentiments moraux* (1759), un essai sur l'origine des langues (1761), un ouvrage politique, *la Richesse des Nations* (1776) et enfin un ouvrage publié en 1795 à titre posthume (*Essays on philosophical Subject*) (...) abordant des sujets aussi divers que l'économie, la philosophie des sciences, les arts imitatifs (J. Dellemotte, 2009, p. 29).

Dans toutes ces œuvres réunies, l'expression aujourd'hui brandie comme le symbole smithien du « marché non régulé » n'apparaît précisément que trois fois. Donc, il est « surprenant de constater que la pensée d'un auteur, qui plus est de renommée universelle, puisse être ainsi résumée par une expression qui n'apparaît que de façon exceptionnelle dans l'ensemble de son œuvre » (J. Dellemotte, 2009, p. 29).

La première occurrence chronologique de l'expression apparaît dans un essai philosophique publié à titre posthume : *L'histoire de l'astronomie*. Des analyses montrent que cet essai a été rédigé avant 1759, date de la publication de la *Théorie des sentiments moraux*. Nous y voyons Smith remettre en mémoire la prédiction de l'apparition d'une comète qui, en 1758 pourrait donner la confirmation aux hypothèses astronomiques du physicien anglais Isaac Newton. Faisant référence à l'expression « main invisible », Smith met en exergue le caractère superstitieux et fabuleux de la réflexion au premier stade de la société (chez les sauvages). En réalité, cette expression fait référence à la pensée préscientifique, aux dieux multiples un peu comme l'« état théologique » chez Auguste Comte.

Alors, « lorsqu'apparaissent des événements imprévus et irréguliers (tels que pour le sauvage des temps primitifs, une tempête, un fort tonnerre, une récolte exceptionnelle) l'esprit humain reste suspendu. L'homme éprouve alors un besoin d'explication » (J. Dellemotte, 2009, p. 29). Comment trouver une explication à ces phénomènes qui sortent de l'ordinaire ? C'est en ce moment que l'on en appelle aux dieux. Puisque « les sauvages n'ont pas de loisir à se livrer à la philosophie, c'est-à-dire de fournir des explications scientifiques, ils utilisent la représentation qui leur vient le plus immédiatement à l'esprit » (J. Dellemotte, 2009, p. 30). Et ce qui leur vient à l'esprit illico, c'est l'intervention d'un esprit supérieur et surnaturel. C'est donc « la main invisible » de cet esprit qui fait ainsi mouvoir les choses.

C'est dans ce cadre que Smith se réfère à l'expression « main invisible » comme expression de l'explication mythique des événements qui posent question de sens. Ce qui permet à Jean-Daniel Boyer (2011, p. 32) de définir l'expression à juste titre comme « l'intervention d'entités extérieures supérieures surnaturelles ». Car, ces primitifs « prêtent » le cours des événements inattendus du cosmos « à la volonté supérieure de quelques êtres invisibles au-dessus et plus puissants (...) » (J. Dellemotte, 2009, p. 30). C'est de cet anthropomorphisme des sauvages que Smith tire l'origine du polythéisme et le sens de l'expression « main invisible ». Écoutons ce qu'en dit Smith (2016, p. 49-50) dans son *Histoire de l'astronomie* :

de là l'origine du polythéisme, et de cette superstition vulgaire qui attribue tous les événements irréguliers de la nature à la faveur ou au déplaisir d'êtres intelligents, quoique invisibles, aux dieux, démons, sorcières, génies, fées. Car on peut observer que, dans toutes les religions polythéistes, chez les sauvages autant qu'aux âges primitifs de l'Antiquité païenne, ce ne sont que les événements irréguliers de la nature qui sont attribués à l'action et au pouvoir de leurs dieux. C'est par la nécessité de leur propre nature que le feu brûle, et que l'eau rafraîchit ; que les corps lourds tombent, et que les substances légères s'envolent ; et jamais l'on ne redoutait que la main invisible de Jupiter fût employée en ces matières. Mais le tonnerre et la foudre, les tempêtes et le plein soleil, ces événements plus irréguliers, étaient attribués à sa faveur, ou à sa colère.

Nous pouvons le constater, Smith conceptualise ici la « main invisible » comme un défaut de science, défaut d'explication rationnelle. Il faut dire qu'elle « expose » dans cette visée pour ces sauvages « la sagesse du Créateur et la supériorité du fonctionnement de la Nature » (J. D. Boyer, 2011, p. 21). C'est pourquoi nous devons conclure simplement à ce niveau que « la main invisible dans l'histoire de l'astronomie (connote l'idée) d'une superstition vulgaire que la science a vocation à dissiper » (J. D. Boyer, 2011, p. 33).

Alors Smith trouve-t-il important que le pouvoir politique intervienne et devienne même acteur dans le jeu économique au travers des lois impartiales préservant l'intérêt de tous. Car, selon lui, contrairement à ce qui lui est imputé, « lorsque la loi défend toute espèce d'intérêt, elle ne l'empêche pas » (A. Smith, liv. I, 2020, p. 84). Il s'agit avec lui de l'intervention des lois, c'est-à-dire de l'État dans l'optique de contrer les manœuvres malhonnêtes des marchands avides qui veulent piétiner les principes libéraux et faire tourner tout le système à leur avantage. Car, avec l'intervention du pouvoir public impartial, ils sont conscients « des risques auxquels ils s'exposent en éludant la loi » (A. Smith, 2020, liv. I, p. 84). La loi dissuade donc et

« empêche certaines choses choquantes », telles la corruption, l'anarchie (Von Mises, 2004, p. 42). Pour Smith, « tout homme, tant qu'il ne viole pas les lois de la justice, est laissé parfaitement libre de poursuivre son propre intérêt à sa guise, et de mettre tant son industrie que son capital en concurrence avec ceux de n'importe quel homme ou ordre d'hommes » (J. D. Boyer, 2011, p. 194). L'idée est que l'État doit veiller au bon fonctionnement du marché pour empêcher des situations malveillantes, les monopoles, etc.

Le sous-entendu c'est que l'économie ne peut jamais se substituer à la politique et prendre les rênes de la cité. Car, l'homme libéral est d'abord *animal politique* avant d'être *homo œconomicus*. C'est pourquoi, Smith (2020, liv. I, p. 84) pouvait écrire : « *richesse*, c'est *pouvoir*, a dit Hobbes, mais celui qui acquiert une grande richesse (...) n'acquiert pas là nécessairement aucun pouvoir politique (...). Le genre de pouvoir que cette possession lui transfère immédiatement et directement, c'est le pouvoir d'acheter ». Cela dit, au-delà de la simple distinction, cette pensée smithienne voudrait dire qu'au sein du libéralisme, c'est nous qui pensons l'économie. C'est la politique qui définit et encadre le mode économique tout en laissant la liberté à chacun de s'orienter dans le domaine qui lui sied. Comme l'entend Polanyi (2020, p. 106), « permettre au mécanisme de marché de diriger le sort des êtres humains et de leur milieu naturel (...) aurait pour résultat de détruire la société ».

Mais aujourd'hui, nous constatons davantage que

nous ne pensons pas l'économie, nous la subissons.(...)
L'économie apparaît aujourd'hui comme un tout dont il est impossible de sortir. (...) Et confondant tout, nous n'arrivons pas à nommer clairement le système dans lequel nous évoluons. Nous sommes persuadés de vivre dans un monde libéral alors que le capitalisme qui nous gouverne n'a que peu à avoir avec la théorie libérale (Valérie Charolles, 2006, p. 13).

En raison de la logique d'accumulation du profit, les capitalistes font de l'État un instrument juridico-politique qui masque les intérêts de

classes. Au sein de ce système politique, à partir de leur influence économique, ils se servent de l'État comme « un cordon protecteur » de leur intérêt privé (Régis Debray, 1972, p. 78). Puisque l'État libéral est un État démocratique et impartial. Mais l'État capitaliste protège la propriété privée en protégeant les intérêts bourgeois. En clair, ce libéralisme fait à la politique ce que le libéralisme vrai a refusé hier que la religion fasse à la politique, c'est-à-dire la mettre sous sa domination. C'est pourquoi, Marx définit l'État comme l'expression d'un rapport de force, c'est-à-dire l'instrument des dominants contre les dominés. Car, la non-intervention que prône la bourgeoisie consiste à créer l'État à son image, à favoriser les positions socio-économiques dominantes, en conséquence à accentuer les inégalités. Par conséquent, nous pouvons donc dire qu'« il ne peut y avoir aucun pilotage démocratique pour modérer le tourbillon capitaliste » (B. Barber, 2007, p. 222). Car avec sa domination, ne triomphe que ce qui découle de lui. Marx (2006, p. 68) a donc raison de dire qu'il y a « une contradiction entre la politique et la puissance d'argent ».

Et cette contradiction se perçoit à travers la politique d'impôt et celle de la concurrence actuellement en cours au sein de ce supposé libéralisme. Dans son système libéral, Smith appelle les structures économiques à contribuer, à soutenir la caisse de l'État par le paiement des « impôts progressifs ». L'impôt « progressif » signifie pour Smith lutter contre le « surprofit » et l'enrichissement « illicite ». Car, pour Smith (2012, p. 47), « partout où il y a une grande propriété, il y a une inégalité de fortune : pour un homme très riche, il faut qu'il y ait au moins cinq cents pauvres, l'abondance où nagent quelques-uns suppose l'indigence d'un grand nombre ». Avec Smith tout comme Marx, la mise en œuvre de la politique d'« impôt progressif élevé » (K. Marx, 2010, p. 45) pour des firmes en leur exigeant concomitamment de se conformer à la logique d'une société dont la finalité est le bonheur et le bien-être social sert de repoussoir à l'idéologie du profit croissant, le capitalisme. Cela permettra aussi à l'État, acteur économique, d'investir, à partir des ressources tirées des impôts, dans des domaines jugés non rentables par les firmes, mais très importants pour la société.

Aujourd'hui, nous sommes dans le « fétichisme de la marchandise » et le « libre-échange » au nom desquels sont sacrifiées tant de principes libéraux et d'initiatives politiques. Adam Smith (

2020, liv. I, p. 83) avait prévenu qu'« un vice dans la loi » est dangereux pour la société . C'est dans cette perspective que Zinn Howard situe les « accords de libre-échange » qui, pour lui, sont en réalité un droit d'exploiter la planète. Avec la liberté de marché, c'est la maximisation du profit qui est visée de même que la minimalisation ou peut-être même la suppression des taxes. Selon le prix Nobel de l'économie Joseph Stiglitz (2012, p. 135), dans une société donnée, « c'est la fiscalité, notamment la conception des systèmes fiscaux qui réduisent l'inégalité ». Malheureusement, « ce qu'on appelle concurrence fiscale, la course à l'impôt le plus faible entre les collectivités publiques limite le champ de l'impôt progressif. Les entreprises menacent de partir si les impôts sont trop lourds » (J. Stiglitz, 2014, p. 135). En fait, pour s'imposer, le capitalisme a réussi à mettre les États en concurrence au niveau de la politique fiscale. Au lieu de l'impôt progressif libéral, « l'impôt régressif » ou « incitatif » capitaliste a triomphé.

De l'autre côté, le fondamental principe de la concurrence, s'il n'est pas biaisé, il est simplement supprimé ou appliqué en sens inverse. Ce sont les grandes entreprises qui contrôlent les marchés aujourd'hui et décident de ce qui doit être. Elles s'imposent même aux États récalcitrants et aux petites entreprises. La concurrence chez Smith n'est pas celle que nous observons aujourd'hui, marquée par des positions dominantes où les plus forts écrasent les plus faibles, avec la complicité des instances politiques devenues capitalistes. La concurrence smithienne n'est pas cette concurrence déloyale que nous observons, et nous l'avons démontré. En prenant la concurrence comme mécanisme fondamental du fonctionnement des entreprises sous l'œil vigilant de l'État, Smith part d'un constat assez réel : « la concentration n'est pas avantageuse pour le consommateur ; elle ne l'est pas davantage pour l'employé ; elle l'est en revanche pour le capitaliste » (V. Charolles, 2006, p. 49). En effet, pour Smith, la concentration ou la monopolisation est un principe à l'avantage du capitalisme. D'abord, elle met les travailleurs dans une situation de crainte permanente, ce qui les rend dociles et muets face aux violations qu'ils subissent. Ensuite, elle réduit également les chances de création d'emplois. Enfin, elle permet au capitaliste de s'enrichir illicitement avec la flambée du prix des produits sur le marché. Et c'est malheureusement l'amère constat que nous faisons aujourd'hui.

Lequel constat donne à notre hypothèse un caractère réaliste. Sans ambiguïté, qu'il soit appelé libéralisme moderne, néolibéralisme, ultralibéralisme ou même libéralisme, le système en vigueur est purement et simplement un système capitaliste. D'ailleurs, le concepteur du néolibéralisme, concept le plus utilisé aujourd'hui pour désigner l'ordre établi, Friedrich Hayek (2019, p. 531) lui-même, opposé à la notion libérale de « justice sociale » et « l'intervention de l'État » dit clairement :

Je ne me considère pas comme conservateur. Bien des gens, cependant, auront l'impression que la position qui émerge de mes réflexions ne correspond guère à ce qu'ils entendent d'ordinaire par "Libéral" (...). J'ai déjà indiqué que, tout en m'étant toute ma vie qualifié de libéral, je ne le fais plus qu'avec embarras croissant (...) j'ai de plus en plus conscience de l'écart considérable qui sépare ma position du libéralisme rationaliste d'Europe continentale, et même du libéralisme utilitarien anglais.

Qu'est-ce donc le néolibéralisme si ce n'est une résurgence du capitalisme lorsque nous écoutons Hayek, figure de proue de cette idéologie ?

Conclusion

En définitive, l'analyse du libéralisme moderne de Smith à Marx met en lumière une dynamique historique et intellectuelle paradoxale qui atteste de la pertinence de notre interrogation : évoluons-nous vraiment sous le libéralisme à la lumière de la pensée libérale de Smith, de la critique marxienne du capitalisme, des grands principes de l'économie actuelle et du mode de fonctionnement de notre société ? En effet, depuis la moitié du XIX^e siècle mais surtout au avec l'avènement de « l'évangile thatchérien », pour les spécialistes de la pensée économique le libéralisme a triomphé. Nous vivons dans un monde libéral selon les économistes et politiques alliés ou concepteurs de l'idéologie dominante. Dans cette perspective, certains auteurs comme l'américain Fukuyama sont allés jusqu'à

proclamer *La fin de l'histoire*. Fukuyama, à partir de la philosophie d'Alexandre Kojève affirme clairement que la fin de la guerre froide et la dislocation de l'URSS est une victoire du libéralisme et de la démocratie vraie. Dans cette perspective, l'orientation de l'économie et de la politique, la place prépondérante du capital, la politique d'impôt incitatif, sont pris comme la mise en œuvre de la philosophie libérale d'Adam Smith qui serait un apologue du « marché autorégulé ».

Cependant, quand nous observons bien le fonctionnement de l'économie et les valeurs prônées par le système actuel, nous nous plongeons dans un étonnement et une curiosité philosophique. Car, à y voir de près, l'ordre établi se confond foncièrement avec le capitalisme décrié par Marx. Chez Smith, le libéralisme se présente comme une doctrine morale, critique des monopoles, des « profits extrêmes » et de la logique mercantile d'accumulation du capital. La concurrence y apparaît comme le mécanisme régulateur destiné à faire obstacle à la monopolisation des marchés dans l'optique de favoriser le bien-être social. Smith met en avant un ordre social équilibré au sein duquel l'économie apparaît comme un moyen. Smith ne limite pas le libéralisme à un individualisme aveugle ou à une « anarchie » du capital. Marx dévoile et critique le capitalisme comme un système économique et politique « orienté vers l'accumulation infinie de capital par l'exploitation du travail et l'expropriation des richesses » (David Harvey, 2007, p. 9-10).

Nous avons tenté de mettre en lumière le libéralisme en général mais particulièrement celui pensée par Adam Smith à partir des grands principes énoncés. De même, nous avons mis en lumière les principes du capitalisme à partir de la philosophie critique de Karl Marx. L'objectif était de nous permettre de lever tout équivoque pour pouvoir nommer clairement le système sous lequel nous évoluons. In fine, il nous a été donné de constaté d'abord qu'Adam Smith n'est pas un apologue du « marché-libre », c'est-à-dire un marché « autorégulé » que défendent les capitalistes. Aussi, avons-nous constaté que le libéralisme dans lequel nous sommes, loin de celui prôné par Smith, est une résurgence du capitalisme. Car, il prend à contre-sens les grands principes du libéralisme smithien tels la valeur

du travail, la concurrence, la place de l'État, l'impôt progressif. Qu'il soit appelé néolibéralisme, libéralisme ou ultralibéralisme, le système actuel se présente concrètement avec les traits caractéristiques du capitalisme. C'est pourquoi, nous pouvons conclure qu'en vérité, il n'y a pas de libéralisme tel que présenté par les libéraux à l'origine, il n'y a que le capitalisme qui se dissimule en libéralisme pour voiler sa face. Et Valérie Charolles (2019) le dit :

Il ne faut pas se tromper de terminologie pour qualifier le système dans lequel nous vivons. Expliquer qu'il est capitaliste n'est pas injurieux, c'est de l'ordre du constat. On peut dire qu'il est néo-libéral ou ultralibéral. Mais on ne peut pas le dire si on se réfère à la pensée d'Adam Smith (...) C'est une sorte de ruse de la raison. Parfois on prend des vessies pour les lanternes, parce que ça peut correspondre à un certain intérêt plus facile à expliquer. Il y a 20 à 30 ans le « capitalisme » était souvent considéré comme un gros mot, car il renvoyait au communisme. On a donc accepté de ne pas assumer le capitalisme et d'utiliser le mot libéralisme à la place.

Par conséquent, la résurgence contemporaine du capitalisme nous invite à relire Smith et Marx non pas comme opposés, mais comme des auteurs qui, dans une dialectique, pose une question de sens : la place de l'économie au sein de l'organisation sociale. Entre régulation du marché et critique des effets sociaux et politiques de la société marchande, le débat introduit par Smith et approfondi par Marx demeure d'une actualité assez remarquable, et invite à penser le triomphe du capitalisme contemporain.

Références bibliographiques

AUDARD Catherine, 2009, « Le nouveau libéralisme », in *Alternatives économique/économie politique*, n°44, pp. 06-23.

BARBER, Benjamin, 2007, *Comment le capitalisme nous infantilise*, Paris, Fayard, 526p.

BOBBIO Norberto, 1996, *Libéralisme et Démocratie*, Paris, Clerf, 123p.

BOYER Jean-Daniel, 2011, *Comprendre Adam Smith*, Armand Colin, 256p.

BRAUDEL Fernand, 2018, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, 112p.

BROYER Robert, 2020, *Le capitalisme à l'épreuve de la pandémie*, Paris, La Découverte, 200p.

CHAROLLES Valérie, 2006, *Le libéralisme contre le capitalisme*, Paris, Fayard, 272p.

CHAROLLES Valérie, 2013, *La philosophie de l'écran*, Paris, Fayard, 312p.

CHAROLLES Valérie, 2019, « Distinguer libéralisme et capitalisme au 21ème siècle » <https://www.hec.edu/news-room> consulté le 8 mars 26 à 12h 04.

COMTE-SPONVILLE André, 2004, *Le capitalisme est-il moral ?*, Paris, Albin Michel, 237p.

CONDORCET Jean Antoine, 2009, *Réflexions sur l'esclavage des nègres*, Paris, Flammarion, 208p.

CONSEIL de l'Europe, 2016, « Conseil de l'Europe : liste des critères de l'état de droits », 18 mars 2016, www.venice.coe.int consulté le 8 mars 26 à 10h 24.

DEBRAY Régis, 1972, *Révolution dans la révolution ?* Paris, Maspero, 219p.

DELLEMOTTE Jean, 2009, « "La main invisible" d'Adam Smith : Pour en finir avec les idées reçues », in *Économie politique*, Vol. 4, n°44, pp. 28-41.

DIATKINE Daniel, 2019, *Adam Smith, la découverte du capitalisme et de ses limites*, Paris, Seuil, 336p.

FEBVRE Lucien, 2021, *Combats pour l'histoire*, Paris, Dunod, 720p.

GONNARD René, 2007, *Histoire des doctrines économiques*, Paris, Panthéon-Assas, 700p.

HARVEY David, 2007, *Brève histoire du néolibéralisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 314p.

HAYEK Friedrich, 2019, *La constitution de la liberté*, Trad. Raoul Audouin, Paris, Indendently published, 546p.

JEAN Jaurès, 2014, « Le capitalisme porte en lui la guerre », www.jaures.eu consulté le 8 mars 26 à 13h 53.

KANT Emmanuel, 2018, *Fondement de la métaphysique des mœurs*, Paris, Flammarion, trad. Alain Renault, 206p.

LOCKE John, 1992, *Deuxième traité du gouvernement civil*, Paris, Flammarion, trad. David Mazel, 255p.

MARX Karl, 2006, *Sur la question la juive*, trad. Jean-François Poirier, La fabrique éditions, 188p.

MARX Karl, 2008, *Le Capital*, Paris, trad. Étienne Bilbar, PUF, 1732p.

MARX Karl, 2010, *Manifeste du parti communiste*, trad. Émile BOTTIGELI, Paris, Flammarion, 85p.

MICHAËL Lavaine, 2021, « Du libéralisme au néolibéralisme dans la jurisprudence administrative de l'entre-deux guerres », in *Jus Politicum*, pp. 253-286.

MONTESQUIEU, 2009, *De l'esprit des lois*, liv. I, Paris, Flammarion, 1220p.

POLANY Karl, 2009, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 419p.

QUIRINY Bernard, 2022, « Le libéralisme, combien de division ? » in *Astérion 26*.

RAPHAËL Freddy, « Werner Sombart et Max Weber », in *Revue électronique du Cahier de recherches historique*, 23p.

SIMON Claude, 2016, *L'idéologie néolibérale : ses fondements, ses dégâts*, Paris, Temps Présent, 125p.

SMITH Adam, 2016, *Histoire de l'astronomie*, Paris, Coda, 265p.

SMITH Adam, 2020, *La richesse de nations*, liv. I, Trad. Germain Garnier, Chicoutimi, Éd. Électronique, 214p.

SMITH Adam, 2020, *La richesse de nations*, Liv. IV, Trad. Germain Garnier, Chicoutimi, Éd. Électronique, 210p.

STIGLITZ Joseph, 2012, *Le prix de l'inégalité*, Paris, Les Liens qui Libèrent, Paris, 294p

VERGARA Francisco, 2002, *Les fondements philosophiques du libéralisme*, Paris, La Découverte, 218p.

ZIEGLER Jean, 2002, *Le livre noir du capitalisme*, Paris, Le Temps des Cerises, 464p.

ZIEGLER Jean, 2018, *Le capitalisme expliqué à ma petite fille*, Paris, Seuil, 128p.